



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'état actuel des théories de l'inflation devant l'inflation des théories

R. S. Thorn, R. Bernard

Citer ce document / Cite this document :

Thorn R. S., Bernard R. L'état actuel des théories de l'inflation devant l'inflation des théories. In: Économie rurale. N°113, 1976. Agriculture et inflation. pp. 3-14;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2416>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_113_1_2416

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

The present state of theories of inflation in view of the inflation of theories - Economists and politicians are still concerned by inflation, and have been more so during the last few years. Several theories have attempted to explain it, based on the main schools of thought that have emerged in Economics over the last century. Inflation has often been conceived as one of the elements of the process by which the economy reaches a balance ; an excessive supply of currency, or the pressures brought to bear by wage costs in conditions of almost full employment, have been mentioned. Some writers have therefore accused the States' intervention in monetary matters, others the inability of this intervention to control wages, or more generally to control incomes and prices. The persistence over the last few years of both a high unemployment rate and a high rate of inflation has made necessary a revision of these theories without their providing any greater proof of credibility. Others, therefore, have tried to give a more global picture of the problems by showing that the structures of our present-day economies give rise to the development of lasting inflationist tensions, or by seeing inflation as both an economic and a social problem, resulting from new structural relations between the economic and social groups. Without taking sides in this theoretical debate the writers of this article stress two facts. Inflation has a considerable effect on social and economic relations, mainly negative as far as individuals are concerned. At the same time, the desire of those in power to solve this problem must make use of credible policies which can not effect a return to price stability without economic and social cost.

Résumé

L'inflation ne cesse de préoccuper les économistes et les hommes politiques, plus particulièrement ces dernières années. Diverses théories ont tenté de l'expliquer, elles ont été inspirées par les grands courants de pensée qui traversent la science économique depuis plus d'un siècle.

On a souvent conçu l'inflation comme l'un des éléments du processus d'équilibrage de l'économie ; l'excès de l'offre de monnaie, ou les pressions exercées par les coûts salariaux à proximité du plein-emploi, ont été tour à tour invoqués. Les uns ont donc accusé l'interventionnisme de l'Etat dans le domaine monétaire, les autres l'insuffisance de cette intervention dans le contrôle des salaires, ou plus généralement des revenus et des prix. La persistance, depuis plusieurs années, de la coexistence de taux de chômage et de taux d'inflation élevés a nécessité une révision de ces théories qui n'a pas apporté d'éléments décisifs de crédibilité. D'autres ont alors essayé de donner des vues plus globales du problème, en montrant que les structures de nos économies contemporaines sont favorables au développement de tensions inflationnistes durables, ou en posant l'inflation comme un problème à la fois économique et social, résultant de relations structurelles nouvelles entre les groupes économiques et sociaux. Sans trancher ce débat théorique, les auteurs mettent l'accent sur deux faits : l'inflation a des effets importants sur les relations économiques et sociales, dont l'aspect négatif pour les personnes est prépondérant ; mais aussi, la volonté des gouvernants de résoudre ce problème ne peut passer que par des politiques crédibles, par lesquelles le retour à la stabilité des prix ne peut en aucun cas s'opérer sans coûts économiques et sociaux.

L'ÉTAT ACTUEL DES THÉORIES DE L'INFLATION DEVANT L'INFLATION DES THÉORIES

R. BERNARD, *Faculté de Sciences Economiques, Aix*
et R. S. THORN, *Faculty of Arts and Sciences, University of Pittsburgh, USA*

L'inflation ne cesse de préoccuper les économistes et les hommes politiques, plus particulièrement ces dernières années. Diverses théories ont tenté de l'expliquer, elles ont été inspirées par les grands courants de pensée qui traversent la science économique depuis plus d'un siècle.

On a souvent conçu l'inflation comme l'un des éléments du processus d'équilibrage de l'économie ; l'excès de l'offre de monnaie, ou les pressions exercées par les coûts salariaux à proximité du plein-emploi, ont été tour à tour invoqués. Les uns ont donc accusé l'interventionnisme de l'Etat dans le domaine monétaire, les autres l'insuffisance de cette intervention dans le contrôle des salaires, ou plus généralement des revenus et des prix. La persistance, depuis plusieurs années, de la coexistence de taux de chômage et de taux d'inflation élevés a nécessité une révision de ces théories qui n'a pas apporté d'éléments décisifs de crédibilité. D'autres ont alors essayé de donner des vues plus globales du problème, en montrant que les structures de nos économies contemporaines sont favorables au développement de tensions inflationnistes durables, ou en posant l'inflation comme un problème à la fois économique et social, résultant de relations structurelles nouvelles entre les groupes économiques et sociaux. Sans trancher ce débat théorique, les auteurs mettent l'accent sur deux faits : l'inflation a des effets importants sur les relations économiques et sociales, dont l'aspect négatif pour les personnes est prépondérant ; mais aussi, la volonté des gouvernements de résoudre ce problème ne peut passer que par des politiques crédibles, par lesquelles le retour à la stabilité des prix ne peut en aucun cas s'opérer sans coûts économiques et sociaux.

THE PRESENT STATE OF THEORIES OF INFLATION IN VIEW OF THE INFLATION OF THEORIES

Economists and politicians are still concerned by inflation, and have been more so during the last few years. Several theories have attempted to explain it, based on the main schools of thought that have emerged in Economics over the last century. Inflation has often been conceived as one of the elements of the process by which the economy reaches a balance ; an excessive supply of currency, or the pressures brought to bear by wage costs in conditions of almost full employment, have been mentioned. Some writers have therefore accused the States' intervention in monetary matters, others the inability of this intervention to control wages, or more generally to control incomes and prices. The persistence over the last few years of both a high unemployment rate and a high rate of inflation has made necessary a revision of these theories without their providing any greater proof of credibility. Others, therefore, have tried to give a more global picture of the problems by showing that the structures of our present-day economies give rise to the development of lasting inflationist tensions, or by seeing inflation as both an economic and a social problem, resulting from new structural relations between the economic and social groups. Without taking sides in this theoretical debate the writers of this article stress two facts. Inflation has a considerable effect on social and economic relations, mainly negative as far as individuals are concerned. At the same time, the desire of those in power to solve this problem must make use of credible policies which can not effect a return to price stability without economic and social cost.

INTRODUCTION

Le problème de l'inflation qui concerne une hausse généralisée et permanente des prix est à dissocier de l'existence de simples chocs ponctuels : les variations de prix consécutives à une modification des goûts, ou à un changement de technologie, ne doivent affecter que les prix relatifs des produits. Il en est de même lorsque les prix des produits importés se modifient, comme ceux des produits pétroliers ces dernières années. En aucun cas, une modification des prix relatifs ne peut expliquer une hausse entretenue du niveau général des prix.

Cependant lorsqu'il existe certaines rigidités des coûts de production ou des prix, les prix absolus peuvent être affectés de manière durable. Mais une hausse du niveau général des prix doit rester limitée, dans son ampleur et dans le temps. Il n'y a pas d'effet durable, au-delà des simples ajustements, s'il ne se déclanche pas un processus cumulatif à la hausse. Seule l'analyse de tels processus peut conduire à la compréhension du problème de l'inflation.

Les théories de l'inflation et les solutions préconisées pour y remédier ont toujours préoccupé les économistes et les hommes politiques. Mais l'expérience des pays développés depuis la seconde guerre mondiale a été particulièrement propice à la mise en avant de cette partie de la science économique. D'abord, parce qu'une inflation quasi-permanente s'est installée dans tous ces pays, marquée de flambées successives des prix, dont les années récentes ont été particulièrement affectées. D'autre part l'inflation est apparue à beaucoup de personnes comme la principale maladie de nos économies occidentales développées. On pensait que l'interventionnisme de l'Etat, et l'engagement résolu dans un processus de croissance avaient éliminé le spectre d'une nouvelle crise économique de grande ampleur. Cependant, les deux années qui viennent de s'écouler ont rappelé à tous que nos économies n'étaient pas à l'abri de ce fléau, et que le problème d'un chômage important, plus insupportable que l'inflation, n'était pas définitivement écarté. Néanmoins, dans cette période de crise, l'inflation reste toujours un problème majeur.

I. - LE COUT DE L'INFLATION

A la question « Peut-on vivre avec l'inflation ? », la réponse spontanée serait affirmative, car il s'instaure une certaine accoutumance à vivre dans une société inflationniste ; le Brésil, par exemple, a vécu longtemps avec une hausse moyenne des prix de plus de 35 %. Mais les coûts engendrés par l'inflation n'excèdent-ils pas les coûts qu'engendreraient une politique de lutte efficace contre l'inflation ?

1. Un coût de croissance

L'un des arguments principaux, pour les monétaristes (1), en faveur de la stabilité des prix, concerne le coût de croissance qui naît de l'inflation. Plus précisément, les politiques monétaires conjoncturelles sont mises en cause. Les politiques monétaires expansionnistes tendent à favoriser la croissance économique, au détriment de la stabilité des prix. Mais les effets positifs sur la production et l'emploi ne peuvent être que temporaires. Les variables macro-économiques réelles doivent retrouver, après un certain temps, leurs « niveaux naturels », déterminés par les trends de longue période. Si bien que les effets négatifs d'un retour à l'équilibre, ou de politiques monétaires restrictives de stabilisation des prix, contrebalancent tous les effets positifs précédents. La résultante globale est une réduction de la croissance économique à long terme, et la création de perturbations dans l'activité économique à court terme.

2. L'inflation et la répartition des revenus

L'inflation perturbe aussi la répartition du revenu global. L'adaptation des différentes personnes, ou des différents groupes économiques et sociaux n'est pas uniforme face aux hausses généralisées des prix. Seule « l'illusion monétaire » peut masquer pendant un certain temps l'évolution des revenus réels, et laisser croire à chacun qu'il bénéficie de l'inflation. Cependant la répartition des pouvoirs politiques, économiques et sociaux permet des réactions d'une rapidité et d'une force variables pour les divers participants au partage du revenu global. Ceux qui réagissent plus lentement, subissent au moins momentanément une réduction absolue ou relative de leur revenu réel.

On note souvent que les titulaires de revenus fixes sont les plus durement frappés ; ce sont les rentiers, ou, plus généralement, la plupart des titulaires de revenus de l'épargne. Ce sont aussi les inactifs, et certaines catégories de salariés et d'entrepreneurs. Par contre, ceux qui disposent de pouvoirs importants dans la fixation ou la négociation de leur propre revenu peuvent tirer profit de cette situation. En France et en Italie, les entreprises gagnent certainement en termes relatifs. L'Etat peut être très souvent un grand bénéficiaire. L'inflation devient ainsi un facteur d'accentuation des inégalités.

3. L'inflation et la répartition du patrimoine

Comme pour les revenus, la revalorisation des patrimoines est différente pour les diverses catégories d'actifs. Ainsi, en France, favorisés par une spéculation importante depuis une dizaine d'années, les patrimoines immobiliers se revalorisent à un rythme accéléré. Les mécanismes traditionnels de fonctionnement de nos économies débouchent, dans les périodes de forte inflation, sur de vastes transferts de patrimoine.

L'épargnant connaît aujourd'hui la distribution la plus inique de revenu ; il est, de plus, amputé régulièrement d'une partie de son patrimoine. Plus généralement l'inflation fait la fortune de l'emprunteur, alors qu'elle ruine le prêteur. Elle annule tous les intérêts créditeurs et débiteurs, et entame souvent le capital placé. Ce transfert de patrimoine peut alors intervenir au sein même des ménages, entre les personnes qui empruntent pour construire un logement, et celles qui placent leur épargne. Mais plus globalement, ce transfert de patrimoine s'effectue au profit des banques et des entreprises non financières. Les grandes entreprises, relativement plus endettées, en sont les premières bénéficiaires.

A travers ce transfert très global de patrimoine des ménages vers les entreprises, on peut se demander si les entreprises n'ont pas trouvé un mécanisme peu onéreux de financement, que les gouvernements cautionnent tacitement. En effet, pour faire face à des besoins accrus d'investissements, les entreprises peuvent faire accepter un prélèvement plus important pour l'autofinancement, en réduisant les prétentions salariales et les distributions de dividendes.

Elles peuvent aussi faire appel aux capitaux externes, que les relèvements de prix rendent peu coûteux. Les modifications de la structure des patrimoines des entreprises françaises, analysées par la Banque de France, semblent montrer que cette dernière solution a été retenue par beaucoup d'entreprises. De leur côté les gouvernements peuvent accepter tacitement cette solution, qui résout le problème du financement des entreprises avec des conflits moins importants dans le partage du revenu global.

Ce comportement n'est pas forcément conscient pour toutes les entreprises, mais peut devenir inéluctable. En effet, l'inflation perturbe l'appréciation des bilans ; et les amortissements, qui constituent une part importante de l'autofinancement des entreprises, peuvent devenir insuffisants. Calculés sur la base du prix d'achat d'immobilisations qui ne sont jamais réévaluées, ces amortissements diminuent relativement dans les ressources disponibles pour le remplacement ou l'extension des immo-

1. Voir la partie II.

bilisations. D'autre part, l'inflation engendre sans cesse de nouveaux besoins pour les entreprises, par la hausse de prix des capitaux fixes, par l'accroissement du fonds de roulement, et par l'alourdissement des charges financières qui résulte de l'appel aux capitaux extérieurs.

Ce mode de financement par un recours systématique aux capitaux externes n'est donc pas sans risques pour les entreprises et pour l'économie dans son ensemble. Les entreprises deviennent trop largement dépendantes du financement externe ; et les petites et moyennes entreprises, qui peuvent difficilement faire appel au marché financier, sont les plus exposées aux mesures de restrictions de crédit qu'imposent régulièrement les gouvernements. De ce fait, non seulement la répartition des patrimoines ne peut que devenir de plus en plus inégalitaire, mais le processus cumulatif de hausse des prix devient inévitable, comme mécanisme nouveau du financement des entreprises.

4. L'inflation et les structures économiques

Plus globalement, l'inflation affecte les structures de l'économie. L'inflation modifie les prix relatifs des produits entre les divers secteurs, traditionnels et non-traditionnels. Les hausses de prix opèrent donc une réallocation des ressources moins optimale. On retire plus facilement des revenus de la spéculation que d'un effort de croissance. L'orientation des investissements se fait à travers des appréciations de rentabilités financières que l'inflation fausse continuellement.

II - LA THÈSE MONÉTARISTE

La théorie de l'inflation est fort ancienne. Et, dans sa forme la plus connue, elle met en relation l'offre de monnaie et le niveau général des prix.

1. La théorie quantitative traditionnelle de la monnaie

On doit à Jean Bodin la première analyse quantitative de la monnaie. Dans sa célèbre querelle avec Malestroit, il attribuait la hausse généralisée des prix dans l'Europe du xvi^e siècle, à l'afflux massif de métaux précieux venus des Amériques. Une telle théorie a le mérite de sa simplicité. Nous allons en rappeler brièvement les grandes lignes, à partir de l'analyse qui en fut faite, par la suite, au xix^e siècle.

Cette théorie trouve sa source dans la dichotomisation de l'économie en deux secteurs. C'est la théorie de la « monnaie-voile ». Les phénomènes monétaires viennent seulement se superposer aux phénomènes réels, sans jamais les affecter. Dans le secteur réel se détermine le niveau de la production réelle au plein-emploi, dans un certain état technique du processus de production. Et dans le secteur monétaire s'opère la simple transformation des prix relatifs en des prix monétaires ou absolus.

D'autre part, devant l'incertitude que fait naître l'inflation, les décisions à prendre sont avancées ou retardées, en fonction des anticipations plus ou moins correctes des agents économiques. L'inflation conduit à une désorganisation des marchés, et à une perte d'efficacité globale.

Enfin, dans une société inflationniste naissent de nouvelles relations entre les agents économiques. Parallèlement aux conflits traditionnels entre les groupes sociaux, naissent de nouveaux conflits, issus de sentiments de frustration ; ces conflits prennent naissance dans la disparition d'une illusion monétaire qui fait prendre conscience d'une perte de revenu réel, ou dans le sentiment d'injustices croissantes que fait naître l'accroissement des inégalités. Dans ce cas, une part importante de l'énergie sociale des groupes est dépensée pour effectuer des rattrapages entre les diverses catégories de revenus. Le coût social est donc important.

Certes on peut en minimiser la portée en considérant que l'inflation est le moyen pour les gouvernements de mener une politique ambitieuse de croissance, et de masquer les véritables conflits qui pourraient naître de la répartition des revenus et des patrimoines.

Les coûts de l'inflation sont donc importants. Le ralentissement ou la mauvaise orientation de la croissance, la création ou le maintien de structures inégalitaires de répartition de la richesse créée ou possédée, en sont des signes évidents.

On peut réaliser, dans ce marché de la monnaie exogène, l'analyse habituelle en terme d'offre et de demande : le prix relatif de la monnaie en terme de marchandise (2), qui n'est que l'inverse du niveau général des prix, devient le prix d'équilibre du marché de la monnaie. Dans cette « équation quantitative » (2), la demande de monnaie n'est que la traduction des besoins en instruments d'échange de l'économie, et dépend uniquement du secteur réel et des habitudes de paiement. Dans une économie stationnaire, qui constituait le cadre de raisonnement habituel dans le passé, on peut donc la considérer comme stable. Quant à l'offre de monnaie, elle est censée répondre à des facteurs exogènes, comme la volonté des autorités monétaires de favoriser ou de restreindre l'expansion des moyens monétaires.

Ainsi, il est évident que le niveau général des prix est directement déterminé par les conditions de l'offre de monnaie. Un gonflement de l'offre de monnaie, indépendamment de toute autre variation dans le secteur réel

2. Cf. M. de MOURGUES. — *Economie monétaire*. Paris, 1974. Ou tout autre livre de théorie monétaire.

ou dans les habitudes de paiement, doit se traduire obligatoirement par une hausse proportionnelle du niveau général des prix.

2. La remise en cause de la théorie traditionnelle

L'argumentation paraissait évidente, mais elle repose sur des hypothèses très critiquables.

Rappelons, d'abord, qu'un simple accord sur la définition des termes qui entrent dans cette équation quantitative n'a pas pu se réaliser. Quant à l'existence de la stabilité de la vitesse de circulation de la monnaie, pour traduire des habitudes de paiement constantes, elle résiste difficilement à l'analyse empirique ; or, si on introduit une autre variable dans l'équation quantitative, elle se vide de son contenu explicatif.

Ensuite, comment accepter la dichotomisation de l'économie, et comment imaginer que les décisions des autorités monétaires concernant l'offre de monnaie puissent affecter uniquement le niveau général des prix, alors que les restrictions monétaires entraînent invariablement un ralentissement de l'activité économique ; et inversement, pour les politiques d'expansion monétaire.

Keynes sembla marquer un coup d'arrêt définitif à la théorie quantitative, lorsqu'il montra qu'en situation de sous-emploi l'offre de monnaie était l'une des variables susceptibles d'affecter les variables réelles du revenu et de l'emploi. Ainsi, l'augmentation de l'offre de monnaie ne se traduit pas par une hausse proportionnelle du niveau général des prix, mais par un accroissement de l'emploi et du revenu. La dichotomisation perdait tout son sens, et les prix monétaires ne permettaient plus un retour automatique au plein-emploi. Cependant, deux éléments ont permis à la théorie quantitative de resurgir. D'abord, Keynes, contrairement à ses prédecesseurs, raisonnait en situation de sous-emploi caractérisé. Mais surtout, Keynes reconnaissait lui-même qu'en situation de plein-emploi, la théorie quantitative pouvait retrouver toute sa validité (3).

3. Friedman et le néoquantitatisme

Dans l'après-guerre, marqué par un plein-emploi relatif et des pressions très fortes de la demande globale sur les prix, va naître une nouvelle théorie quantitative de la monnaie (4). Largement inspirée des idées de Keynes, cette nouvelle théorie a bien peu de rapports, il est vrai, avec la précédente. C'est à Milton Friedman et à « l'école de Chicago » qu'on doit ce renouveau du quantitatisme.

L'analyse patrimoniale de la monnaie, abordée chez Keynes, devient le centre de cette analyse monétaire ; la demande de monnaie retient toute l'attention de ces théoriciens. La demande de monnaie devient une demande d'encaisses réelle, qui dépend du revenu et de la richesse en termes réels, et des taux de rendement des actifs. L'offre de monnaie reste toutefois exogène.

On retient toujours l'idée d'équilibre, et on parlera de « niveaux naturels », ou de « niveaux d'équilibre », pour toutes les variables macro-économiques réelles, à long terme, déterminés par l'analyse de trends empiriques. Ces niveaux naturels peuvent être affectés durablement par des modifications structurelles, ou des mesures de politique économique non-monétaires ; mais, en aucun cas, les politiques monétaires conjoncturelles ne peuvent avoir les mêmes effets durables sur les variables réelles.

Puisque la monnaie est considérée comme un instrument de réserve, la demande de moyens monétaires doit être influencée par le coût de détention de la monnaie. Le taux d'inflation anticipé sur un certain horizon de temps est retenu comme la variable qui permet à l'individu de prendre en compte le futur. Si le niveau des prix est correctement anticipé et stable, la demande de monnaie reste parfaitement stable. L'offre détermine directement le niveau général des prix. Tant que l'élasticité d'anticipation des prix puise ne pas être unitaire. Si les autorités monétaires augmentent l'offre de monnaie, le niveau d'équilibre des prix sera plus élevé. Mais le taux de variation des moyens monétaires ne réagira pas directement sur le taux d'inflation. L'offre de monnaie devient supérieure au stock de monnaie désiré par le public. Il existe donc dans l'économie des encaisses monétaires excédentaires, qui vont affecter la demande d'actifs réels et financiers. A cet accroissement inattendu de la demande nominale, les entrepreneurs répondent par une augmentation des prix. Dans ce cas, le taux d'inflation qui est réalisé dans l'économie ne correspond plus au taux d'inflation anticipé sur la base de l'évolution passée des prix.

Tant que ce nouveau taux d'inflation n'est pas correctement anticipé, les travailleurs ne s'apercevront pas de la baisse de leur salaire réel. Par contre, les entreprises sont incitées à embaucher du nouveau personnel, et le taux de chômage est réduit en dessous de son niveau d'équilibre. Le taux de croissance de la production est directement affecté par l'expansion des moyens monétaires. Toutefois il ne peut s'agir que de phénomènes transitoires pour les monétaristes. Le retour à des niveaux d'équilibre est inévitable, car le phénomène d'illusion monétaire qui affecte les salariés ne peut durer longtemps.

Les anticipations de prix vont s'ajuster sur la base du taux d'inflation supérieur qui s'est réalisé dans l'économie ; les salaires nominaux doivent augmenter, de manière à ramener les salaires réels à leur niveau d'équilibre. De ce fait, même si l'Etat maintient une politique

3. J.M. KEYNES. — Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie. Paris, 1971, chapitre 21.

4. Sur ce nouveau courant de pensée, cf. D. BLONDEL, J.P. DALOZ, C. JESSUA. — Essais sur la nouvelle théorie quantitative de la monnaie. Paris, 1970.

monétaire expansionniste, des licenciements vont avoir lieu, et le taux de chômage va s'élèver. La seule conséquence à moyen terme d'une accélération de l'offre de monnaie est une accélération de l'inflation. Les accélérations ou les décélérations qui affectent les variables macro-économiques réelles ne sont que des phénomènes de nature transitoire ; le retour aux équilibres s'opère inévitablement, après certains décalages au cours desquels le taux d'inflation est modifié.

4. La politique économique et les monétaristes

A partir de l'analyse précédente, Friedman et les monétaristes font la critique des politiques monétaires conjoncturelles qui utilisent les moyens monétaires comme instrument de stimulation de la croissance, ou comme instrument de lutte contre l'inflation. Ces politiques souvent utilisées par les gouvernements, favorisent nécessairement l'inflation et n'ont qu'un effet temporaire sur la croissance économique. Le taux d'inflation est de plus en plus élevé, tant que la politique monétaire essaie de repousser le taux de chômage en deçà de son niveau naturel. D'autre part, comme les décalages dans la perception de l'illusion monétaire tendent à se réduire, les politiques monétaires s'activent à un rythme accéléré pour maintenir un taux de chômage faible, et poussent le taux d'inflation de plus en plus haut.

La recommandation de politique économique qui découle logiquement de ce raisonnement, est d'éviter toute manipulation conjoncturelle de l'offre de monnaie. Seule une croissance monétaire équilibrée pourrait réduire les fluctuations de l'activité économique à court terme, pourrait atténuer sinon faire disparaître l'inflation, et pourrait engendrer une croissance plus régulière et plus soutenue.

Il est donc recommandé de maintenir un taux de croissance de l'offre de monnaie compatible avec une croissance forte (sous-entendu optimale), où le taux d'inflation serait réduit à un minimum, et où le chômage ne pourrait être qu'un chômage fonctionnel.

5. Critiques du néoquantitativisme

Cette théorie est, bien sûr, séduisante par sa cohérence et ses recommandations de politique économique. L'in-

compétence des hommes politiques à gouverner l'économie peut sembler un argument convaincant pour beaucoup de personnes. Mais, d'abord, les bases empiriques de la théorie de Friedman sont contestables (5). La stabilité de la fonction de demande de monnaie n'est pas clairement établie. Quant à l'antériorité de l'accroissement de l'offre de monnaie sur toute hausse des prix, elle n'est pas évidente, notamment en France. Ce qui nous amène à nous demander si l'offre de monnaie est parfaitement exogène, c'est-à-dire si la relation causale est parfaitement orientée de l'offre de monnaie vers les prix. On peut penser que l'inflation secrète de nouveaux besoins en monnaie, que les banques s'empressent de satisfaire lorsque les autorités monétaires leur en donnent la possibilité. D'ailleurs, si l'offre de monnaie est exogène, on doit alors se demander par quel canal une offre de monnaie excédentaire aboutit dans le revenu des ménages et des entreprises, sous l'impulsion de la politique monétaire.

Quant aux recommandations de politique économique, elles reposent largement sur les vertus supposées d'un plus grand libéralisme, qui permettrait de retrouver automatiquement les équilibres de longue période. Or, dans le mécanisme qui est décrit, rien n'indique qu'il en serait ainsi ; l'ajustement dynamique du taux d'inflation anticipé sur le taux d'inflation réalisé peut déboucher sur un processus explosif de hausse des prix. D'autre part, Friedman convient lui-même qu'il est impossible de mesurer le taux naturel de chômage ; il a donné des versions successives différentes de ce que serait le taux de croissance d'équilibre de l'offre de monnaie.

Pour terminer, lorsque Friedman défie quiconque de trouver un seul cas qui fasse exception à la règle « qui veut qu'une hausse des prix substantielle soit toujours accompagnée d'un accroissement sensible de la masse monétaire et inversement » (6), il est, bien entendu, impossible de prouver le contraire. Et c'est là toute l'ambiguïté de cette théorie. Personne ne peut nier que l'inflation est toujours « accompagnée » d'un accroissement important de l'offre de monnaie. Mais rien ne prouve que ce soit l'offre de monnaie qui agisse directement sur le taux d'inflation. Seules les hypothèses retenues comme fondement de cette théorie permettent de l'affirmer, hypothèses que nous venons de critiquer, et dont nous verrons plus loin les implications politiques et sociales.

III - LA RÉPONSE DES KEYNÉSIENS

Les keynésiens n'ont pas la même conception de l'inflation, car le niveau général des prix est déterminé par « l'unité de salaire » (7). Bien que la détermination du taux de salaire monétaire n'ait pas été parfaitement élucidée par Keynes, le processus de détermination des salaires monétaires entre directement dans la détermination du niveau général des prix.

Pour Keynes, tant que l'on se situe dans une période de sous-emploi, l'unité de salaire et le niveau général des

prix sont essentiellement constants. Tant qu'il y a indépendance du niveau de la demande globale et du taux de salaire monétaire, toute politique économique qui vise à

5. Cf. D. BLONDEL. — *Op. cit.*

6. M. FRIEDMAN. — *Inflation et systèmes monétaires*. Paris, 1969.

7. L'unité de salaire est le « salaire nominal de l'unité de travail ». J.M. KEYNES, *op. cit.*, p. 63.

augmenter le niveau de la demande globale, en vue de réduire le chômage, ne peut pas être inflationniste. Une politique monétaire ou budgétaire en sous-emploi ne peut qu'augmenter la production et réduire le chômage. Par contre, arrivé dans la zone de plein-emploi, toute politique économique expansionniste affecte le niveau général des prix. Au plein-emploi, la production et l'emploi ne sont plus affectés, et l'inflation peut se développer.

1. L'inflation en plein-emploi

La théorie de Keynes a alors trouvé son prolongement dans la théorie de l'inflation. La première idée, c'est qu'au plein-emploi, il peut exister un « écart inflationniste ». Dans l'optique de la dépense, on retrouve un type d'inflation par une demande excédentaire. Si le point d'équilibre entre dépense et revenu se trouve au-delà du revenu de plein-emploi, il existe un écart inflationniste, représenté par l'excédent des dépenses sur la production. Il ne peut être résorbé que par une ponction de l'Etat sur les revenus nominaux, ou par une augmentation des prix.

Si l'Etat accroît ses impôts, il peut permettre de trouver un équilibre des dépenses de consommation, des dépenses d'investissement et des dépenses publiques, au sein du revenu global, compatible avec la stabilité des prix. Cependant, dans les applications qui ont été faites de cette analyse, on ne retrouve pas le raisonnement de Keynes, réalisé dans le contexte de la guerre. Les ponctions par voie fiscale ont été complétées ou remplacées par des ponctions par voie d'emprunt ; mais dans le premier cas, il s'agit d'un prélèvement simultané sur les dépenses de consommation et l'épargne, alors que dans le second cas, il s'agit d'un prélèvement exclusif sur l'épargne. D'autre part, les tenants de cette interprétation ont incriminé les dépenses autonomes réalisées par l'Etat, comme étant à l'origine de l'inflation en plein-emploi ; les politiques de rééquilibrage des budgets, adoptées par certains gouvernements, suivent cette ligne de pensée.

Ce premier prolongement de la théorie keynésienne garde une portée limitée. L'équilibre des budgets n'a pas permis de combattre efficacement l'inflation, notamment en France. Mais surtout cette théorie ne pouvait pas expliquer la concomitance de l'inflation et du chômage. En effet, dans cette théorie qui attribue le sous-emploi à une insuffisance de la demande globale, un accroissement des dépenses autonomes de l'Etat aurait une action sur la production et sur l'emploi, mais pas sur les prix.

2. Le dilemme inflation-chômage

Pour analyser cette « nouvelle inflation », sans demande excédentaire sur tous les marchés, un autre prolongement a été donné à la théorie de Keynes. On va admettre, comme Keynes (8), qu'une politique économique expansionniste se répercute pour partie sur le taux de croissance de la production, et pour partie sur le taux d'inflation, lorsqu'on se rapproche de la zone de plein-emploi. Lorsque la politique économique tente d'accé-

lérer la croissance et de réduire le chômage, dans une zone de haut niveau d'emploi, l'économie a tendance à s'embalier, et cette surchauffe s'accompagne d'une pression de plus en plus forte sur les prix.

A l'inverse, les politiques de freinage de la demande globale peuvent réduire le taux d'inflation, mais le ralentissement de l'activité économique qui suit nécessairement la réduction de la demande globale, augmente inévitablement le chômage. Le sentier de croissance d'une économie devient un choix politique difficile entre un taux de chômage et un taux d'inflation acceptables.

Les gouvernements ont souvent pressenti leur tâche dans les termes de ce dilemme. Ils ont opté alternativement pour des politiques d'accélération et de freinage de la demande globale, soit pour relancer ou accélérer la croissance, soit pour tenter de juguler l'inflation. D'ailleurs, un tel choix semble exister réellement, si l'on compare les expériences économiques allemandes et françaises. La France aurait plutôt choisi une croissance rapide, en sacrifiant quelque peu la stabilité des prix ; l'Allemagne Fédérale aurait plutôt tenté de maintenir un faible taux d'inflation, en acceptant un taux de chômage plus important. Cependant, ce dilemme est-il encore valable ? A des niveaux de chômage importants peut être associé un taux d'inflation tout aussi important. Pour de tels taux de chômage, il est difficile d'invoquer l'approche du plein-emploi pour justifier une pression sur les prix.

3. La responsabilité des salaires

Un nouvel élément important pour la théorie de l'inflation, concerne donc la possibilité d'une hausse du niveau général des prix dans une période de croissance, mais sans excès de demande, notamment sur le marché du travail. On relève cette situation pour la première fois après la guerre, aux Etats-Unis en 1956.

A cette situation s'ajoute la découverte, longtemps après Fisher (9), d'une relation entre le taux de variation des salaires monétaires et le taux de chômage. Dans la fin des années cinquante, les travaux de Phillips (10) ont permis de déceler une telle liaison sur le cas de la Grande-Bretagne. Dans la perspective keynésienne de détermination du niveau général des prix par le taux de salaire monétaire, il devenait facile de transformer cette relation initiale en une relation entre le taux d'inflation et le taux de chômage. A une époque où on invoquait volontiers la responsabilité des salaires dans l'explication du processus inflationniste, la relation de Phillips a donné un appui solide aux tenants de l'inflation salariale.

8. J.M. KEYNES. — *Op. cit.*

9. I. FISHER. — A statistical relation between unemployment and price changes. 1926. Reproduit dans le *Journal of political economy*, mars-avril 1973, pp. 496-502.

10 A.W. PHILLIPS. The relationship between unemployment and the rate of change of money wage rates in the U.K., 1861-1957. *Economica*, novembre 1958, pp. 283-299.

On a donc tenté de donner une explication théorique acceptable à cette relation. Avec Phillips et Lipsey (11), on s'est attaché à analyser le marché du travail, en terme d'offre et de demande excédentaires. Une offre ou une demande excédentaires sur le marché du travail se traduisent par une modification du taux de salaire existant, qui est d'autant plus forte que l'excès de l'offre ou de la demande est important. Lorsque la pression exercée par une demande de travail excédentaire se maintient, la durée moyenne du chômage diminue, et les travailleurs peuvent être incités à rechercher un nouvel emploi, dont ils espèrent retirer des avantages supérieurs. Pour Lipsey (11), la réduction de la durée moyenne du chômage l'emporte toujours sur l'accroissement du nombre de chômeurs volontaires, si bien que la mesure des déséquilibres du marché de l'emploi par le taux de chômage devient une approximation simplificatrice (12). Une demande de travail excédentaire se traduit par un taux de chômage plus faible ; les entrepreneurs se font concurrence sur le marché de l'embauche et les salaires monétaires augmentent fortement. A l'inverse, lorsque le taux de chômage est élevé, les travailleurs se trouvent dans des conditions de négociation moins avantageuses et le taux de croissance des salaires est ralenti. L'inféxibilité des salaires nominaux à la baisse explique que la relation ne soit pas linéaire : quel que soit le taux de chômage existant, les salariés n'acceptent pas de louer leur force de travail en dessous des taux de salaire nominaux qui prévalent dans l'économie.

Il n'y aurait donc pas une relation entre un niveau de chômage et un niveau de salaire à un moment donné, mais une relation permanente entre un taux de croissance des salaires nominaux et un taux de chômage. L'évolution des données qui entrent dans cette relation, est empirique : il faut expliquer pourquoi pour un même taux de chômage, le taux d'inflation peut être de plus en plus élevé. Phillips et Lipsey ont invoqué l'influence des cycles économiques sur le marché de l'emploi. Par exemple, la propagation de l'expansion se fait de manière dispersée entre les branches et les régions, et des goulots d'étranglement de la main-d'œuvre peuvent accroître le taux d'inflation, bien avant qu'on ait atteint le plein-emploi. La courbe de Phillips obtenue par l'agrégation de micro-courbes serait donc forcément instable.

Dans cette conception du marché de la main-d'œuvre exogène, la relation est essentiellement durable, même si elle présente une certaine instabilité.

4. L'analyse par les anticipations

Rappelons que dans l'analyse néoclassique, le volume de l'emploi est une fonction du salaire réel, et non pas du niveau de la demande globale ; le chômage peut donc être réduit en baissant ce salaire réel jusqu'à atteindre le plein-emploi. Le salaire qui est payé doit s'établir au niveau de la productivité marginale du travail. En l'absence de flexibilité de certains coûts et de certains prix, les prix absolus permettent de modifier les prix relatifs dans l'économie.

Alors, pour Friedman, il n'y a qu'une seule courbe de Phillips en longue période : on peut la représenter par une droite verticale qui coupe l'axe des abscisses au niveau du taux naturel de chômage. Cependant une certaine illusion monétaire chez les travailleurs, issue de mauvaises anticipations, peut permettre de repousser le taux de chômage par la baisse momentanée du salaire réel des travailleurs. La relation de Phillips est donc un phénomène de court terme lié à la durée de l'illusion monétaire, et à des anticipations pas encore adaptées. L'explication de Friedman rejette la responsabilité de l'inflation non plus sur les salariés, mais sur les responsables des politiques économiques et les politiques monétaires expansionnistes qu'ils utilisent pour stimuler la production (13). Il est intéressant de voir que l'analyse de l'inflation de Friedman explique aussi l'instabilité de la relation de Phillips dans le temps. Pour maintenir le taux de chômage en dessous de son taux naturel, la croissance du stock de monnaie doit s'accélérer sans cesse, ce qui engendre un taux d'inflation toujours plus élevé. D'autre part, la réaction des salariés est de plus en plus rapide, et l'illusion monétaire joue sur une période plus restreinte, ce qui accélère le processus inflationniste, et rend plus difficile le maintien d'un suremploi.

5. Des théories de l'inflation contestées

Les mécanismes de fonctionnement du marché du travail avancés sont difficiles à accepter globalement. Ils supposent une inélasticité de l'offre de travail qui n'est pas parfaitement observable. L'accroissement des taux de salaire monétaires peut inciter une partie de la population féminine non occupée à se présenter sur le marché de l'emploi, mais aussi inciter les entreprises à faire plus largement appel à la main-d'œuvre immigrée ou temporaire moins coûteuse.

D'autre part, ces analyses du marché du travail concernent un marché essentiellement concurrentiel, composé de contrats de travail individuels. Certains ont préféré considérer le marché du travail comme un marché non-concurrentiel, et s'attacher aux problèmes de structure. On invoque la structure oligopolistique des syndicats, qui négocieraient des hausses nominales de salaire au-delà des hausses de productivité, et d'autant plus facilement que le chômage est faible. Ces pressions sur les coûts expliqueraient la relation inverse entre le taux de croissance des salaires nominaux et le taux de chômage ; c'est un argument souvent développé par les économistes britanniques.

11. R.G. LIPSEY. — The relationship between unemployment and the rate of change of money wage rates in the U.K., 1861-1957 : a further analysis. *Economica*, février 1960, pp. 1-31.

12. Pour LIPSEY, *op. cit.*, la mesure du chômage doit être réalisée par le « temps chômé », c'est-à-dire le produit du nombre moyen de chômeurs par la durée moyenne du chômage.

13. Voir la première partie sur la thèse monétariste.

A l'inverse, la structure de la demande de main-d'œuvre peut être mise en cause : les grandes entreprises favorisent les hausses de salaire lorsque le chômage diminue, pour se prémunir contre leurs besoins futurs de facteur travail.

Plus généralement, la conception même de l'inflation salariale peut être mise en doute. Ainsi, dans la relation de Phillips, pour remplacer la hausse des salaires nominaux par le taux d'inflation, il faut supposer que le taux d'inflation est une fonction monotone croissante du taux de salaire. On doit donc faire l'hypothèse que la productivité évolue d'une manière régulière et lente sur la longue période : les hausses de salaire supérieures aux hausses de productivité agissent alors directement sur le taux d'inflation. Mais on peut difficilement concevoir cette stabilité de la productivité, qui se modifie constamment au cours des cycles de production. Lorsque la productivité augmente dans les phases d'expansion, ce qui est généralement le cas, il faut alors expliquer pourquoi les salaires doivent nécessairement augmenter plus vite que la productivité, et se répercuter sur le taux d'inflation. Ce phénomène du comportement conjoncturel de la

productivité est trop souvent négligé dans les études de l'inflation. Dans certaines industries, les coûts de production par unité de produit diminuent presque jusqu'au point de pleine utilisation des capacités de production. Dans cette situation, une restriction de la demande agit comme une hausse des coûts. Si le marché était parfaitement concurrentiel, ces entreprises essayeraient d'élargir leur part du marché, en abaissant leur prix. Mais pour diverses raisons, les entreprises peuvent maintenir ou accroître leurs prix ; elles peuvent pratiquer des marges fixes ; le marché peut n'être pas concurrentiel, en raison de la concentration de l'industrie ou des ententes tacites sur les prix.

Par conséquent, en négligeant l'effet conjoncturel de la productivité, et sans analyser le rôle que peut jouer le profit, on a considérablement restreint le champ de l'analyse de l'inflation. Essayer de freiner l'inflation en limitant les hausses de salaires, ou tenter de le faire par une réduction de la demande, risque de n'avoir aucun effet, et même l'effet inverse de celui qui est attendu, dans certains secteurs de production.

IV - LES ANALYSES STRUCTURALES DE L'INFLATION

Les théories structurales retiennent divers aspects des structures politiques, économiques et sociales comme déterminant du processus inflationniste.

1. L'inflation considérée comme le résultat contemporain des luttes entre les groupes sociaux pour le partage du revenu global

On peut replacer l'inflation dans une analyse en terme de marchés non concurrentiels. En effet, la théorie d'un marché du travail concurrentiel, par exemple, n'a plus de sens aujourd'hui. En revanche, l'affrontement des groupes de pression que sont les entreprises, les syndicats et l'Etat, semble déterminer le niveau des salaires et des profits. Si, à un moment donné, les salaires nominaux augmentent plus vite que les gains de productivité, les entrepreneurs vont réagir pour rétablir la part relative des profits.

En effet, dans la théorie traditionnelle, la répartition des gains de productivité se fait en termes réels, et suppose le maintien de la répartition relative du revenu global.

Ainsi, si les augmentations de salaires dépassent celles de la productivité, il n'y a augmentation des prix qu'à la condition que les entrepreneurs n'acceptent pas une diminution des profits. D'autre part, la constance des parts relatives du revenu global n'implique pas nécessairement que seuls les salaires exercent une pression sur les prix. Il est, en effet, difficile d'admettre que la détermination des profits s'exerce d'une manière passive, par une comptabilisation résiduelle entre le prix du marché et les coûts de production. Ce modèle de concurrence ne s'applique pas

à des entreprises qui peuvent déterminer leurs prix et leurs marges bénéficiaires. Une augmentation des prix peut être provoquée par une hausse des profits. En effet, si on admet que les entrepreneurs veulent préserver ou accroître leur part relative dans le revenu global, et qu'ils disposent de moyens d'action sur les profits, les hausses de profits peuvent être considérées comme inflationnistes, soit qu'elles se manifestent comme une réaction aux hausses nominales de salaires, soit qu'elles soient utilisées de manière autonome. L'inflation devient un moyen pratique de rétablir une certaine répartition du revenu global. Les rapports qui s'établissent entre les divers groupes sociaux pour le partage du revenu ou des gains occasionnés par la croissance, jouent un grand rôle dans l'inflation. Le processus inflationniste devient une manifestation des revendications sociales des divers groupes sociaux pour arracher des avantages dont l'agrégation est incompatible avec le revenu réel. Ainsi, lorsque la crise pétrolière déclenche un choc inflationniste, un processus cumulatif de hausse des prix se déroule, tant que les différents groupes refusent de payer une quote-part, en répercutant la charge globale les uns sur les autres, par des hausses de revenus et des hausses de prix. Cette lutte pour le partage de la richesse réelle se retrouve au niveau des pays : le coût de la crise pétrolière est répercuté en partie sur les pays les moins armés pour se défendre.

La spirale inflation-salaires comprend donc deux réponses de groupes antagonistes dans le partage du revenu global. La hausse du niveau général des prix est la réponse des entrepreneurs aux hausses des salaires nominaux qui modifient la répartition relative, et inversement.

Cependant, la spirale ne peut se développer durablement qu'avec l'accord tacite, et même actif, des gouvernements. Ainsi, l'aide d'une politique monétaire active est nécessaire au développement de cette lutte. On rejoint ici la thèse de Friedman, mais seulement en apparence. Qu'est-ce qui justifie dans le système économique une répartition constante du revenu global ? Si c'est la nécessité de maintenir des profits élevés pour pouvoir réaliser l'accumulation du capital, l'inflation peut être acceptée par les gouvernements comme la politique du « moindre mal », pour effectuer avec le moins de heurts possibles cette répartition. Mais elle a pour conséquence une inégalité croissante dans la répartition des revenus et des patrimoines. Admettre la constance des parts relatives du revenu global, c'est admettre une distribution de plus en plus inégalitaire entre le groupe des salariés dont le nombre ne cesse de s'accroître, et le groupe des non-salariés dont le nombre ne cesse de diminuer ; cette constatation est sans aucun doute valable pour le cas de la France. On peut objecter qu'une partie importante des profits est accumulée dans les entreprises, mais cela revient à une concentration du patrimoine entre les mains d'un groupe de moins en moins important de personnes. Or si on admet, comme Friedman, que la richesse est aussi un élément de détermination de la consommation, alors les inégalités s'accroissent aussi par la possession de la richesse. Ainsi, les politiques sociales trop peu accentuées ne peuvent que réduire le surcroit d'inégalités engendré par le système économique.

Cette théorie de l'inflation, à partir d'analyse des comportements des groupes sociaux, doit être complétée par la prise en compte d'éléments plus spécifiques comme la productivité, l'emploi, les cycles économiques, mais elle tend à faire de l'inflation un phénomène global. L'inflation est la résultante d'un comportement global des entreprises, qui peuvent accorder des hausses nominales de salaires que les hausses de prix rendent compatibles avec une certaine répartition du revenu global et du patrimoine. Les mouvements des salaires s'opèrent autour d'une tendance qui, contrairement à ce qu'affirme Friedman, n'est pas une « loi naturelle », mais le résultat de rapports de force entre des groupes historiquement situés.

2. Les théories de la dualité des marchés

L'analyse des structures peut se porter aussi sur des éléments plus spécifiquement économiques. Dans nos économies modernes, les marchés ne sont pas tous identiques, ils s'éloignent assez nettement du marché de la concurrence. L'existence de monopoles ou d'oligopoles concertés ne peut pas expliquer, en soi, le phénomène de l'inflation ; la caractéristique d'un monopole, par

exemple, est de fixer un niveau de prix de ses produits au-dessus de celui qui s'établirait en concurrence ; mais cela n'explique pas une croissance continue des prix.

On peut invoquer, d'abord, le phénomène de concentration croissante des secteurs, et la création de nouveaux oligopoles. Cette mutation des structures s'accompagnerait de hausses perpétuelles des prix. Cela nous éloigne alors des conceptions d'une croissance équilibrée. Le processus de croissance devient un processus de déséquilibre. Si le déséquilibre est permanent, l'inflation n'est que la manifestation d'ajustement des comportements ou des structures. Les politiques qui favorisent ces ajustements deviennent souhaitables, politiques essentiellement structurelles.

On peut considérer aussi que la coexistence de secteurs qui ne sont pas dans des situations identiques est une condition du développement d'un processus inflationniste. Nous retiendrons ici les thèses de la dualité des secteurs. On tend à différencier, dans ces théories, deux secteurs ayant des comportements différents. Il peut s'agir du secteur public et du secteur privé, ou bien du secteur concurrentiel et du secteur non concurrentiel ; en fait, on pourrait traiter comme secteur spécifique les firmes multinationales ou les oligopoles. En réponse à un choc exogène sur les prix, l'interaction des deux secteurs entraîne un processus cumulatif d'inflation.

Ainsi, les secteurs concurrentiels sont plus sensibles aux modifications de la demande globale. Et lorsqu'une politique monétaire ou budgétaire accroît la demande globale, ce secteur répond par une hausse des prix selon le mécanisme normal du marché. Cette augmentation des prix se répercute dans toute l'économie, et modifie les prix relatifs. Le secteur non-concurrentiel est atteint à travers les hausses de coûts, et notamment à travers les hausses des salaires nominaux ; il peut résister un certain temps en comprimant ses marges. Mais lorsque l'accroissement des marges devient nécessaire, le nouveau changement des prix relatifs déclenche une nouvelle flambée des prix. On peut donc accuser la structure duale des économies, de constituer un terrain propice au développement de l'inflation.

Alors que les théories conjoncturelles de l'inflation n'ont qu'une vue restreinte du phénomène, les théories structurales globalisent et apportent une compréhension plus nuancée qui n'exclut pas certains phénomènes conjoncturels. Mais elles n'ont pas encore donné les remèdes aux problèmes de l'inflation ; en fait, les politiques économiques ne sont que le corollaire des théories du passé, qui dans la lignée néoclassique et keynésienne restent essentiellement conjoncturelles.

V - LES THÉORIES DE L'INFLATION ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Bien que la théorie de l'inflation ne soit pas complète, et qu'il n'y ait pas accord complet sur tous les aspects du processus inflationniste, certaines conclusions théoriques très larges et certains faits empiriques se détachent.

Le système économique est souvent sujet à des chocs de toutes sortes qui ont pour résultat des changements temporaires et permanents des prix. Il est d'un grand intérêt de savoir comment ces chocs initiaux peuvent conduire à un processus dynamique, où il n'y a pas un accroissement temporaire mais un accroissement continu, et habituellement variable, des prix.

Que l'inflation soit une conséquence naturelle d'un haut niveau de l'activité économique à proximité du plein-emploi, ou qu'elle représente un déséquilibre dans l'économie, cette question, hautement débattue, n'a pas encore été résolue aujourd'hui.

Cependant, l'inflation « à deux chiffres » ne peut pas être expliquée par une simple relation inverse entre inflation et croissance. « Les divisions économiques de la société française ont souvent conduit à retenir l'inflation comme solution du moindre mal » (14), cette affirmation vaut aussi pour d'autre pays que la France. Mais un économiste ne doit pas se contenter de cette réponse, même si elle est juste. Il doit se demander pourquoi on est conduit à cette solution, et comment elle peut être réalisée à travers l'illusion monétaire. On accepte généralement l'idée que le processus inflationniste comporte deux éléments clés : la méthode par laquelle les anticipations de prix sont formées, et les décalages qui existent entre les salaires et prix anticipés, et la fixation de prix des entreprises face aux accroissements de salaires. L'incertitude joue un grand rôle dans le comportement de tous les secteurs économiques, y compris le gouvernement.

Si tous les secteurs de l'économie déterminaient des anticipations exactes et identiques sur le comportement futur des prix, le problème du contrôle de l'inflation deviendrait relativement facile. Un simple ajustement du taux de croissance de l'offre de monnaie réaliseraient éventuellement la stabilité des prix, avec un coût social très faible.

Cependant dans l'environnement de l'inflation actuelle, il y a peu de certitude quant à l'évolution future des prix; chaque groupe économique peut avoir des anticipations de prix différentes et posséder un pouvoir économique différent pour protéger son revenu réel et son patrimoine.

Certains comportements généralement reconnus placent les hommes politiques dans une position difficile. Il est maintenant largement admis que la politique monétaire affecte la production avec un décalage beaucoup plus court qu'elle n'affecte les prix. Toutefois, ce comportement n'est pas parfaitement observable dans les économies française et italienne. Le mécanisme précis est sujet à

discussion, mais il y a un accord pour reconnaître qu'une part importante de ce mécanisme concerne la persistance des anticipations inflationnistes sur la part des salariés et des entrepreneurs, après que les éléments monétaires aient été modifiés.

Si, à court terme, l'offre de monnaie est établie à un taux de croissance non inflationniste, il y a un ralentissement de l'activité économique et un accroissement du chômage, qui éventuellement affectent le taux d'inflation. Mais, l'expérience des Etats-Unis l'a montré, ce décalage peut être long, il entraîne un coût social élevé. Habituellement, le coût politique du sous-emploi est jugé trop important, et les hommes politiques ont généralement suivi des politiques monétaires expansionnistes, longtemps avant que l'inflation ne soit arrêtée. La théorie de l'inflation implique donc qu'il est impossible de restaurer la stabilité des prix, sans accroître le chômage, aussi longtemps que les anticipations de prix ne s'ajustent pas rapidement aux changements dans le taux de l'expansion monétaire.

Le contrôle de la demande agrégée, dans une situation institutionnelle qui n'est pas entièrement compétitive, peut aussi affaiblir l'efficacité des restrictions monétaires, à cause des effets conjoncturels sur la productivité, associée à une pratique de marge fixe. En effet, les restrictions monétaires affectent initialement la production, et la productivité des travailleurs se trouve réduite ; par conséquent, le coût salarial unitaire s'accroît. Avec une politique de marge fixe, les prix vont augmenter.

On peut s'interroger sur l'utilité d'une politique budgétaire expansionniste pour modérer les effets d'une politique monétaire restrictive. Accroître le déficit gouvernemental et le financer par l'impôt ou par un emprunt privé, créent certains effets négatifs sur la production. Une hausse des impôts personnels ou des impôts indirects peut déboucher sur une demande de hausses des salaires plus forte, car les travailleurs vont essayer de maintenir leur salaire réel. Emprunter dans le système financier privé pour financer des dépenses gouvernementales plus élevées crée une compétition avec les emprunteurs privés, et peut créer des effets néfastes sur les taux d'intérêt et les investissements.

Les tentatives pour employer un contrôle direct ont habituellement échoué, parce qu'il n'a pas généralement été possible de maintenir des revenus stables pour tous les groupes. Ces contrôles peuvent aussi perturber le secteur productif, et rallumer postérieurement l'inflation. Le manque d'investissement en 1973-1974 aux Etats-Unis

14. J.-J. CARRE, P. DUBOIS, E. MALINVAUD. — La croissance française. Paris, 1972, p. 456.

était dû en partie au contrôle des prix de 1971. Plusieurs industries qui ont vu leur profit marginal réduit à cause de ce contrôle, ont refusé d'investir.

La leçon la plus importante à retirer de l'expérience récente est peut-être l'importance, pour les autorités économiques gouvernementales, de présenter un programme crédible pour contrôler l'inflation, et de s'y tenir. Une politique qui rend les décisions publiques plus现实的, minimisera le coût social de la réduction de l'inflation. En faisant de la surenchère sur l'intérêt qu'a un gouvernement à réduire l'inflation, on renforce les anticipations inflationnistes qui rendent ensuite plus difficiles une diminution du taux d'inflation sans accroissement du taux de chômage. Paradoxalement, des politiques qui veulent alléger le poids du chômage peuvent accroître le niveau de sous-emploi, en réduisant l'utilité marginale du gain salarial en dessous de ce qu'elle serait autrement.

Des accords sur les prix pour soutenir une politique de restructuration monétaire peuvent réduire la période de transition vers la stabilisation des prix. Cependant les contrôles de salaires et de prix ne sont pas des substituts aux réformes de la politique monétaire, et ils ne peuvent réduire les rigidités institutionnelles. La plupart des modèles économiques utilisés pour décrire le processus inflationniste contiennent des décalages importants dans leurs relations. L'importance de ceci pour la politique économique est qu'une décision concernant les niveaux constatés d'inflation et d'emploi peut être incorrecte et peut déstabiliser et aggraver l'inflation et le chômage. Une politique guidée par la valeur momentanée des indicateurs économiques, court le risque de devenir endogène au processus inflationniste lui-même. Par exemple, l'utilisation des restrictions monétaires dans une structure inflationniste qui persiste depuis longtemps, conduit inévitablement à un accroissement du chômage, avec un faible ralentissement de l'inflation dans l'immédiat ; après plusieurs trimestres, le taux d'inflation montre aussi quelques signes de réduction. Si la politique économique était déterminée par les valeurs actuelles de l'emploi et des

prix, les autorités monétaires devraient considérer l'augmentation du taux de croissance des agrégats monétaires ; ceci aurait pour effet de réduire le chômage dans l'immédiat, en influant peu sur les prix. Cette politique semblerait un succès, mais très vite les prix recommenceraient à monter, et le cycle actuel se répéterait. Il est donc important pour les variables de politique économique de rester exogènes, c'est-à-dire de chercher à atteindre un ensemble d'objectifs à moyen et à long terme. Bien que les politiques économiques puissent permettre d'atténuer les effets néfastes immédiats d'une politique, elles ne devraient pas être dirigées par les valeurs instantanées des indicateurs économiques.

Cependant les hommes politiques ne peuvent pas ignorer la situation réelle de l'inflation et du chômage. D'où le dilemme politique de base, lié à notre ignorance des causes et de la nature du processus inflationniste. Il est peu question d'atteindre la stabilité des prix, ou de restaurer de faibles taux d'inflation, sans porter atteinte, au moins temporairement, à la croissance économique.

En France, il est probable qu'on ne pourra pas projeter dans le futur l'expérience inflationniste connue dans l'après-guerre. D'abord, parce que le rôle anti-inflationniste joué par la stabilité des prix américains sur le monde a disparu. L'inflation aux Etats-Unis rend plus difficile le contrôle d'une inflation importante, et les taux de change flexible ont réduit l'influence de la balance des paiements sur l'inflation. Ensuite, avec de forts taux d'inflation, les conflits sociaux sont accrus. L'inflation avait été, par le passé, favorable à la croissance, par l'épargne forcée qui en résultait. Favorable sans doute au développement de la part relative des profits, l'inflation au-delà d'un certain seuil devient peu supportable par les travailleurs, qui accroissent leurs revendications pour maintenir leurs salaires réels. On peut donc penser que, dans l'état actuel des politiques économiques, mais aussi en raison de la diversité des explications de l'inflation, la recherche sur la théorie de l'inflation reste parfaitement ouverte.

BIBLIOGRAPHIE

M. AGLIETTA. — L'évolution des salaires en France au cours des vingt dernières années. *Revue Economique*, janvier 1971, pp. 69-117.

H. AUJAC. — L'influence des comportements des groupes sociaux sur le développement d'une inflation. *Economie Appliquée*, avril-juin 1950.

R. BERNARD et R. S. THORN. — La liaison entre la répartition des revenus et l'inflation. *Revue d'Economie Politique*, novembre-décembre 1974, pp. 845-871.

R. J. BALL et P. DOYLE. — *Inflation*. Londres, 1969.

M. BRONFENBRENNER et F. D. HOLZMAN. — A survey of inflation theory. In *Survey of economic theory*, vol. I, New York, 1965.

A. COTTA. — *Inflation et croissance*. Paris, 1974.

O. ECKSTEIN et R. BRINNER. — *The inflation process in the U.S.* Washington, 1972.

H. G. JOHNSON. — Survey of theories of inflation. In *Essays in monetary theory*. Londres, 1967.

H. G. JOHNSON. — *Lectures in macroeconomics and monetary theory*. Chicago, 1972.

S.-C. KOLM. — La théorie de l'inflation-chômage. *Revue Economique*, mars 1970, pp. 295-309.

D. E. W. LAIDLER et J. M. PARKIN. — Inflation — a survey. *Economic Journal*, décembre 1975, pp. 741-809. Une importante bibliographie sur l'inflation se trouve à la fin de cet article.

J. LECAILLON et B. BOTALLA-GAMBETTA. — Inflation, répartition et chômage dans la France contemporaine. *Revue Economique*, 1973, pp. 373-400.

J. MAZIER. — Les prix dans les modèles macro-économiques appliqués : détermination implicite ou explicite. *Revue Economique*, mai 1975, pp. 447-477.

LAFFARGUE. — Liaison entre le taux d'inflation et le taux de chômage : contribution théorique et vérification pour la France. *Revue d'Economie Politique*, janvier-février 1971.

A. OKUN. — Inflation : its mechanisms and welfare costs. *Brookings Papers on Economic Policy*, 1975, pp. 351-402.

OCDE : *Inflation : le problème actuel*. Paris, 1970.

Ouvrage collectif. — *Critiques de l'économie politique : l'inflation*. Paris, 1975.

D. L. PHAN. — Aperçu de la littérature théorique sur la courbe de Phillips. *Revue Economique*, septembre 1971, pp. 752-771